

## (RE)FONDER L'ÉTAT POUR SORTIR DE L'ÉTAT DE CRISE EN CENTRAFRIQUE

---

Armel DOSSOU KAGO, Journaliste, Membre du CiAAF

Emmanuel Odilon KOUKOUBOU, Politologue, Assistant de recherche au CiAAF

---

Devenue indépendante depuis six décennies, la République Centrafricaine a été l'objet de toutes sortes de tribulations politiques. Elle a même été dirigée par un homme qui s'est proclamé empereur. Elle a été l'un des lieux privilégiés de la Françafrique. État fragile, failli ou même « fantôme »<sup>1</sup>, elle fait partie des pays continuellement instables du continent africain. Coups d'État, rébellions et diverses crises politiques rythment son histoire. L'actuelle crise a commencé en 2012-2013 et continue de tourmenter le pays.

En Août 2012, un groupe rebelle ethno-religieux *Séléka* est né dans le nord du pays. Il a conduit une offensive qui a provoqué la chute du pouvoir de François Bozizé, le 25 mars 2013. Michel Djotodia a pris les rênes du pays à cette occasion. Mais sous la pression de la communauté internationale, il abandonne le pouvoir pour laisser place à une transition dirigée par Catherine Samba-Panza. Cette dernière conduit le pays jusqu'aux élections de 2016 qui amènent au pouvoir, Faustin Archange Touadéra. Celui-ci sera réélu le 27 décembre 2020 avec 53,92% des suffrages exprimés par – officiellement – 37% de votants<sup>2</sup>. L'organisation au forceps de cette élection a servi de prétexte aux groupes rebelles pour reprendre les armes après une élection qui, dans la réalité, n'a pris en compte qu'une partie du peuple. Entre temps, la guerre n'a jamais pris fin. Bien au contraire, les groupes rebelles se sont multipliés. On assiste à un morcellement du territoire. Le président Touadéra a dirigé jusque-là la portion congrue. C'est donc un pays déchiré par la guerre qui a décidé en décembre 2020 d'aller aux élections malgré le risque que cela comportait. Une erreur stratégique qui a provoqué l'horreur de l'intensification de la guerre. La situation est telle qu'il devient urgent d'échafauder les meilleures solutions de sortie de crise. Au cas contraire,

---

<sup>1</sup> International Crisis Group, République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme, *Rapport Afrique*, n° 136, décembre 2007, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-anatomy-phantom-state>, consulté le 30 juin 2021. Voir aussi Simon Moreillon, « Centrafrique, Etat fantôme depuis 53 ans, cherche protecteur », *Le Temps*, 29 novembre 2013, <https://www.letemps.ch/opinions/centrafrique-fantome-53-ans-cherche-protecteur>, consulté le 23 mai 2021.

<sup>2</sup> Paul-Simon Handy et Félicité Djilo, « Sortir de l'impasse politico-sécuritaire en République centrafricaine », *Institute of Security Studies*, Note d'analyse, n°156, février 2021.

la situation pourrait aller en s'empirant. La présente note d'analyse s'inscrit dans cette dynamique de proposition pratique.

En effet, le regain de violences consécutif aux dites élections présidentielles place ce pays à un carrefour où il devra décider de la physionomie de son avenir. Va-t-il choisir de s'enfoncer dans la crise politique armée qui la secoue depuis une décennie ? Va-t-il opter pour des solutions cosmétiques qui n'arriveront pas à éteindre le feu ? Ou, va-t-il choisir d'attaquer le problème par la source pour en éliminer les causes profondes ? Cette note d'analyse fait l'option de promouvoir la dernière perspective en suggérant une refonte profonde de la structure étatique centrafricaine. Notre hypothèse est que la fragilité de l'État centrafricain est la cause réelle et pertinente des crises politiques armées qui le bringuebalent régulièrement. Notre suggestion est donc qu'il faut (re)fonder l'État centrafricain pour le sortir de son état de crise permanent.

Avant de préciser le contenu de la solution que nous préconisons (II), nous souhaitons revenir ici sur le problème, à travers les jeux et enjeux qui l'entourent (I).

## I. La défondation de l'État centrafricain

Il y a beaucoup à dire sur la crise centrafricaine. Mais, nous nous contenterons ici d'offrir une vue générale de la situation en présentant un tableau d'ensemble des acteurs de la crise (A) et des enjeux en présence (B).

### A. Les jeux d'acteurs

En 2012-2013, la *Séléka* a été le premier groupe rebelle à prendre les armes contre le pouvoir de François Bozizé. Ce groupe rebelle, né au nord du pays pour défendre les musulmans, a commis beaucoup de crimes contre les Chrétiens<sup>3</sup>. Juste après la perte de pouvoir par Bozizé, un autre groupe du nom d'*Anti Balaka*, proche de celui-ci, est né pour défendre les Chrétiens. D'autres groupuscules vont émerger par la suite ; parfois issus de dissidences au sein des deux groupes initiaux. Aujourd'hui, on dénombre une quinzaine de groupes rebelles<sup>4</sup>. En décembre 2020, un

---

<sup>3</sup> Victoria Madonna, « De la reconstruction à la réconciliation nationale : les défis de la sortie de crise centrafricaine », Fondation pour la recherche stratégique, note n°24/2015, 25 novembre 2015.

<sup>4</sup> Paul-Simon Handy et Félicité Djilo, « Sortir de l'impasse politico-sécuritaire en République centrafricaine », *op. cit.*

regroupement de 6 groupes armés – quatre issus de *Séléka* et deux des *Anti Balaka* – a créé la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) et repris les armes contre le pouvoir de Bangui. Cette coalition armée conteste entre autres la réélection de Faustin Archange Touadéra. La candidature de Bozizé ayant été rejetée par la Cour constitutionnelle, il est considéré comme l’instigateur de cette nouvelle coalition de groupes armés. L’ancien président serait décidé à revenir au pouvoir par tous les moyens.

De 2012 à ce jour, huit accords de paix ont été signés. Le dernier en date est celui de Khartoum en février 2019. Cet accord a la particularité de réunir tous les quatorze chefs des différents groupes armés et le gouvernement. Avec la reprise de la guerre, tout porte à croire qu’il a été infructueux. Ce qui ne fait que donner raison aux critiques proférées par plusieurs observateurs au lendemain de sa signature. L’accord de Khartoum a, en effet, prévu la mise en place d’un gouvernement d’union nationale, mais n’intègre pas des sanctions contre les chefs rebelles dont les groupes ont commis des massacres de populations civiles. Il ne parle pas non plus d’amnistie<sup>5</sup>. Peut-on encourager le-cessez-le feu et espérer un désarmement dans un contexte où les chefs rebelles sont sous la menace de la justice ? Doit-on oublier la justice pour une paix durable ? Il s’agit là d’un dilemme que l’Accord de Khartoum s’est refusé de résoudre. Cette indécision a empêché une mise en œuvre efficace de l’Accord, laissant surgir un nouvel épisode de violences dès 2020. Une violence que l’armée centrafricaine ne réussira pas à maîtriser. Le secours de forces étrangères s’est ainsi avéré nécessaire.

L’histoire de la présence des puissances étrangères en Centrafrique remonte aux années 1960. La France a signé, en cette année des indépendances africaines, un accord de défense avec la Centrafrique pour intervenir en cas d’agression. Cet accord a servi de prétexte aux Français pour intervenir dans des crises internes du pays. Les interventions françaises les plus connues sont l’opération *Baracuda* en 1979 pour chasser Jean-Bedel Bokassa du pouvoir et l’opération *Sangaris* pour désarmer la *Séléka* et les *anti Balaka* en 2013. La Libye, le Tchad et l’Afrique du Sud se sont impliqués par le passé dans la politique intérieure de ce pays, parfois directement, parfois indirectement. L’Afrique du Sud avait par exemple envoyé 200 soldats pour protéger Bozizé, courant 2013. Ce pays a ainsi connu beaucoup d’instabilités avec la plupart du temps une

---

<sup>5</sup> Benoît Balla, « La RCA face au pari de la paix après l’accord de Khartoum : Obstacles à éviter et défis à relever », *Observatoire des Pays de la CEEAC et du Bassin du Lac Tchad*, avril 2019.

ingérence étrangère. Aujourd'hui, on note la présence du Rwanda et de la Russie aux côtés du pouvoir central et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA)<sup>6</sup>.

Ainsi, il est légitime de s'interroger sur la présence des pays étrangers au cœur de la crise centrafricaine. Que cherche le Rwanda lorsqu'on connaît le passé de ce pays en République démocratique du Congo<sup>7</sup> ? Que cherche la Russie en Centrafrique en pleine crise économique ? Ces questions appellent à examiner les enjeux économiques de la crise.

## B. Les enjeux économiques

Les groupes rebelles, pour la plupart, vivent du business organisé autour du conflit. Entre autres, il y a comme enjeu fondamental de cette crise, le contrôle des routes commerciales. Rebelles et soldats perçoivent des taxes sur les marchandises. Les routes qui connectent le Soudan à la Centrafrique sont les plus lucratives. Selon Thierry Vircoulon, le réseau commercial vers le Soudan produit, chaque année, 2,3 millions d'Euros aux groupes armés<sup>8</sup>. Selon la même source, 52% des barrières sont tenues par les anciens mouvements de l'ex *Séléka*<sup>9</sup>. Le bétail aussi est une source de financement du conflit à travers les taxes prélevées sur le commerce vers d'autres pays. Certains groupes assurent la sécurité du transfert du bétail. Le commerce du bétail rapporte chaque année, environ 3,5 millions d'Euros aux groupes armés<sup>10</sup>.

Le commerce du diamant constitue une autre source importante d'approvisionnement des groupes rebelles. Un rapport de l'*US Geological Survey* révélait en 2010 que les sols de l'Est et de l'Ouest de la Centrafrique regorge plus de 39 millions de carats de diamant, soit deux fois plus que la

---

<sup>6</sup> La MINUSCA est créée le 10 avril 2014 par la résolution 2149 des Nations unies.

<sup>7</sup> Stefaan Marysse et Catherine André, « Guerre et pillage économique en République Démocratique du Congo », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, <https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container2143/files/Publications/Annuaire/2000-2001/I3-Marysse.pdf>, consulté le 23 septembre 2021.

<sup>8</sup> Thierry Vircoulon, « Écosystèmes des groupes armés en Centrafrique », *Note de l'IFRI*, avril 2020, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_groupes\\_armes\\_rca\\_2020\\_1.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf), consulté le 4 juillet 2021.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

production du pays depuis 1931<sup>11</sup>. Pendant que l'État central est privé d'une bonne partie des ressources du diamant, les groupes rebelles s'en servent pour alimenter l'économie de guerre. Les diamants sont pillés et vendus dans le marché noir. D'autres ont signé des contrats avec des exploitants et perçoivent des taxes. On comprend aisément que ces groupes font de bonnes affaires et n'ont aucun intérêt à ce que la guerre prenne fin. Les exploitants ayant certainement des contrats plus attrayants comme cela se fait en situation de guerre, ont tout intérêt à ce que la situation perdure. Ainsi le diamant nourrit la guerre en Centrafrique<sup>12</sup>.

Aujourd'hui, l'État dirigé par le président Faustin Archange Touadéra manque cruellement de moyens parce qu'il n'a pas la main sur les ressources du pays. L'économie est en grande partie aux mains des groupes rebelles. Tout ceci fragilise le pouvoir central qui ne doit sa survie qu'à la présence des forces étrangères (Rwanda, Russie, ONU).

Face à cette crise, une solution s'impose : reformer l'État centrafricain.

## II. La refondation de l'État centrafricain

Pour surmonter les crises politico-sécuritaires en Centrafrique, il faut passer de l'État « fantôme » à un État réel. Cela suppose de fonder un État responsable pour remplacer le semblant d'État qui mal-gouverne les Centrafricains depuis soixante ans ; pour mettre de l'ordre dans le désordre permanent auquel ce pays a habitué le monde. Cette renaissance de l'État centrafricain peut prendre par plusieurs chemins et recouvrer plusieurs réalités. Cette note d'analyse se propose, non pas de dresser une liste exhaustive de recettes prêt-à-porter, mais de jeter quelques idées sur le devoir de refondation de l'État centrafricain, indispensable pour surmonter plus durablement les

---

<sup>11</sup> US Geological Survey, « Les ressources potentielles en diamants alluviaux et l'évaluation de la capacité de production en République centrafricaine », *Scientific Investigations Report*, 2010-5043, [https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://pubs.usgs.gov/sir/2010/5043/french/pdf/SIR2010-5043\\_FrenchVersion.pdf&ved=2ahUKEwjo24q3uMrxAhUIA2MBHfQ7CXsQFjAAegQIAxAC&usq=AOvVaw2wxBsJ\\_wfiTeuJplAdXdcc](https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://pubs.usgs.gov/sir/2010/5043/french/pdf/SIR2010-5043_FrenchVersion.pdf&ved=2ahUKEwjo24q3uMrxAhUIA2MBHfQ7CXsQFjAAegQIAxAC&usq=AOvVaw2wxBsJ_wfiTeuJplAdXdcc), consulté le 4 juillet 2021.

<sup>12</sup> En vérité, le diamant n'a presque jamais servi le peuple centrafricain. On se rappelle encore de tout le désordre organisé par Bokassa autour de ce diamant. On ne va pas oublier les accusations contre le président français, Valéry Giscard d'Estaing au lendemain de la chute de Bokassa en 1979. Il était accusé de recel du diamant centrafricain. Ange-Félix Patassé n'avait pas hésité à en faire une affaire privée en impliquant dans la gestion du diamant centrafricain, son fils aîné Patrick et un de ses beaux-frères. Dans le même temps, le pays est resté l'un des plus pauvres au monde.

cycles de crises qui insécurisent le pays. Cette refondation gagnera à être politique, institutionnelle (A) et militaire (B).

### A. Une refondation politique et institutionnelle

Nous décevrons par notre refus ici de dresser des caractéristiques politiques et institutionnelles d'un nouvel État centrafricain. Celles-ci devraient sortir d'un consensus centrafricain, né d'un dialogue profond à l'occasion d'une Conférence nationale des forces vives. L'idée d'une Conférence nationale souveraine n'est pas nouvelle. Il s'agit d'une recette déjà expérimentée, avec plus ou moins de réussite, dans plusieurs pays en Afrique francophone. Inventée par le Bénin, elle a servi de couloir aux transitions démocratiques en Afrique en 1990. En Centrafrique, une première tentative de conférence nationale a eu lieu en 2015 à travers l'organisation du Forum de Bangui<sup>13</sup>. Contrairement à tous les accords de paix, ce forum a tout de même permis d'opérer une transition apaisée, ayant abouti à l'organisation d'élections inclusives et la mise en place d'un pouvoir démocratiquement élu. Même si la crise reprend d'ampleur à l'occasion de la présidentielle de 2020, il y a des raisons de penser que la formule de la discussion franche entre les acteurs pourrait produire plus d'effets positifs et conduire à une sortie plus durable de la crise.

En réalité, la conférence nationale souveraine que nous proposons ici diffère du forum de Bangui. Il s'agit d'une assise souveraine dont la charge sera de dégager les futurs piliers de l'État centrafricain, de proposer au peuple un nouveau contrat social. Car, tout porte à croire que les crises fréquentes sont, en réalité, la résultante de l'échec du système politique centrafricain. Au cœur des multiples désaccords politiques armés, il devient pertinent, voire urgent, de repenser ce système, de le refonder pour repartir sur des bases nouvelles, consensuelles et plus solides. Aussi utiles que paraissent les nombreuses propositions de solutions émises jusque-là (réforme du secteur de la sécurité, désarmement – démobilisation – réinsertion...), elles prennent peu en considération la fragilité de la structure étatique elle-même ; elles sèment sur un terrain miné qui n'assure pas une récolte satisfaisante. La réponse militaire opposée aux groupes rebelles ne réussira pas non plus à régler le problème. Au meilleur des cas, elle réussira à repousser des groupes armés

---

<sup>13</sup> Voir Rapport général du Forum national de Bangui du 4 au 11 mai 2015, <https://jfaki.blog/wp-content/uploads/2016/05/forum-de-bangui-rapport-general.pdf>, consulté le 12 juin 2021. Voir aussi : Marie-Reine Hassen, « Le peuple centrafricain doit sortir de l'impasse », 6 mai 2013, <https://fr.slideshare.net/dabealvi/conf-rence-nationalesouveraine4>, consulté le 12 juin 2021.

qui vont se replier, se préparer pour revenir à la tâche. La victoire ne sera donc que de courte durée. Pendant ce temps, les États-mercenaires invités par le gouvernement Touadéra auraient eu le temps de satisfaire leurs intérêts géopolitiques et géoéconomiques.

Le dialogue direct entre les forces vives du pays devrait être un préalable à la résolution de la crise centrafricaine. Il s'agit d'une conférence nationale qui va au-delà de simples négociations d'un accord de paix. Il ne s'agit pas de s'entendre sur un partage du gâteau à travers la mise en place d'un gouvernement d'union nationale comme c'est souvent le cas. Il s'agit surtout de s'entendre sur les bases structurelles du futur État centrafricain. Cela s'avère d'autant plus utile que la légitimité du gouvernement actuel est largement remise en cause. Issu d'une élection présidentielle contestée qui n'a pu se dérouler que sur une partie du territoire national, le pouvoir du président Touadéra est actuellement fragilisé, contesté par les rebelles. Il est donc en mauvaise posture pour porter efficacement une réponse coercitive ou pour servir d'interlocuteur crédible. Sa crédibilité dépendra de sa capacité à tendre la main à ses adversaires, à leur présenter une offre de dialogue sincère, fructueux et fondateur d'une nouvelle république centrafricaine.

Pour ce faire, il serait utile que l'ONU et les États voisins jouent leur partition en prenant des mesures coercitives pour réduire le plus possible les revenus des groupes rebelles afin de les contraindre à la négociation : mettre par exemple un embargo sur le diamant en provenance de Centrafrique, couper les couloirs de transmission des bétails et autres marchandises taxés par les groupes rebelles... La refondation politique et institutionnelle devra s'accompagner d'une refondation militaire de l'État centrafricain.

## B. Une refondation militaire

L'armée centrafricaine présente aujourd'hui l'image d'une véritable épave. Elle est sans boussole, sans repère, sans moyens, sans commandement efficace. Les soldats en arrivent à désertier les casernes pour éviter de se donner en proie facile à des groupes rebelles qu'ils n'ont pas les moyens matériels d'affronter<sup>14</sup>. Le commandement est effrité et éclaté. Les soldats manquent de formation adéquate et d'équipements matériels indispensables<sup>15</sup>. À l'image de l'État centrafricain lui-même,

---

<sup>14</sup> Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts des Nations unies sur la RCA, 27 Janvier 2021, S/2021/87.

<sup>15</sup> Paul-Simon Handy et Félicité Djilo, « Sortir de l'impasse politico-sécuritaire en République centrafricaine », *op. cit.*

c'est donc une armée en faillite qui est sollicitée pour défendre l'intégrité du territoire centrafricain et des institutions en place face à des groupes rebelles apparemment mieux outillées. Elle en est évidemment incapable. Elle se voit donc suppléée par des forces militaires étrangères (russe et rwandaise en l'occurrence) et internationales (la MINUSCA)<sup>16</sup>.

La refonte de l'armée centrafricaine suppose qu'elle soit renforcée en hommes, en formation, en équipements et en commandement. Pour ce qui est des hommes, il faudra recruter de nouveaux soldats. Une offre d'intégration des rebelles dans l'armée régulière, une réinsertion des soldats déserteurs et un recrutement supplémentaire constituent des pistes de solution envisageables. Cela suppose qu'il y ait une offre attrayante qui convainque les soldats de rester dans les casernes : de meilleures conditions de vie et de travail. Cela suppose aussi de sortir de la « tribalité »<sup>17</sup> qui caractérise jusque-là l'armée centrafricaine pour fonder une armée républicaine qui reflète l'image générale de la nation et promeut le mérite au lieu des liens tribaux. Cela suppose également un commandement unifié, solide et respectable, tenu par des officiers respectés au sein des troupes. La formation devrait permettre de sortir du rudimentaire pour outiller les soldats sur les techniques et pratiques indispensables pour faire face aux menaces contemporaines auxquelles est confronté l'État centrafricain. Elle devrait se faire sur un équipement militaire adéquat et moderne. Sur ces deux points, les partenaires techniques et financiers peuvent jouer un rôle utile.

En somme, sortir de l'état de crise permanent en République Centrafricaine impose de refonder l'État en réinventant ses structures politiques, institutionnelles et militaires. L'ensemble des acteurs devraient donc contribuer à relever ce défi, nécessaire préalable et potentiel producteur d'une pacification durable de la Centrafrique.

---

<sup>16</sup> Jeune Afrique avec AFP, « Présidentielle en Centrafrique : le Rwanda et la Russie envoient des troupes », 21 décembre 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1093940/politique/presidentielle-en-centrafrique-le-rwanda-et-la-russie-envoient-des-troupes/>, consulté le 23 septembre 2021.

<sup>17</sup> Thierry Bidouzo, *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique*, Thèse de doctorat en Droit public, Université d'Abomey-Calavi, Université d'Aix-Marseille, 2016, pp. 345-347.



## Références bibliographiques

### Articles

Balla Benoît, « La RCA face au pari de la paix après l'accord de Khartoum : Obstacles à éviter et défis à relever », *Observatoire des Pays de la CEEAC et du Bassin du Lac Tchad*, avril 2019.

Handy Paul-Simon et Djilo Félicité, « Sortir de l'impasse politico-sécuritaire en République centrafricaine », *Institute of Security Studies*, Note d'analyse, n°156, février 2021.

Hassen Marie-Reine, « Le peuple centrafricain doit sortir de l'impasse », 6 mai 2013, <https://fr.slideshare.net/dabealvi/conf-rence-nationalesouveraine4>, consulté le 12 juin 2021.

Jeune Afrique avec AFP, « Présidentielle en Centrafrique : le Rwanda et la Russie envoient des troupes », 21 décembre 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1093940/politique/presidentielle-en-centrafrique-le-rwanda-et-la-russie-envoient-des-troupes/>, consulté le 23 septembre 2021.

Madonna Victoria, « De la reconstruction à la réconciliation nationale : les défis de la sortie de crise centrafricaine », Fondation pour la recherche stratégique, note n°24/2015, 25 novembre 2015.

Marysse Stefaan et André Catherine, « Guerre et pillage économique en République Démocratique du Congo », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, <https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container2143/files/Publications/Annuaire/2000-2001/I3-Marysse.pdf>, consulté le 23 septembre 2021.

Moreillon Simon, « Centrafrique, Etat fantôme depuis 53 ans, cherche protecteur », *Le Temps*, 29 novembre 2013, <https://www.letemps.ch/opinions/centrafrique-fantome-53-ans-cherche-protecteur>, consulté le 23 mai 2021.

Vircoulon Thierry, « Écosystèmes des groupes armés en Centrafrique », *Note de l'IFRI*, avril 2020, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_groupes\\_armes\\_rca\\_2020\\_1.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf), consulté le 4 juillet 2021.

## Thèse

Bidouzo Thierry, *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique*, Thèse de doctorat en Droit public, Université d'Abomey-Calavi, Université d'Aix-Marseille, 2016.

## Rapports

International Crisis Group, République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme, *Rapport Afrique*, n° 136, décembre 2007, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-anatomy-phantom-state>, consulté le 30 juin 2021.

Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts des Nations unies sur la RCA, 27 Janvier 2021, S/2021/87.

Rapport général du Forum national de Bangui du 4 au 11 mai 2015, <https://jfaki.blog/wp-content/uploads/2016/05/forum-de-bangui-rapport-general.pdf>, consulté le 12 juin 2021.

US Geological Survey, « Les ressources potentielles en diamants alluviaux et l'évaluation de la capacité de production en République centrafricaine », *Scientific Investigations Report*, 2010-5043, [https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://pubs.usgs.gov/sir/2010/5043/french/pdf/SIR20105043\\_FrenchVersion.pdf&ved=2ahUKEwjo24q3uMrxAhUIA2MBHfQ7CXsQFjAAegQIAxAC&usg=AOvVaw2wxBsJ\\_wfiTeuJplAdXdcc](https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://pubs.usgs.gov/sir/2010/5043/french/pdf/SIR20105043_FrenchVersion.pdf&ved=2ahUKEwjo24q3uMrxAhUIA2MBHfQ7CXsQFjAAegQIAxAC&usg=AOvVaw2wxBsJ_wfiTeuJplAdXdcc), consulté le 4 juillet 2021.